

VIÊT-NAM

Amnesty International demande la libération d'un prisonnier d'opinion

Index AI : ASA 41/006/2003

EFAI

Mercredi 19 mars 2003

Amnesty International a exprimé ce mercredi 19 mars de vives inquiétudes en apprenant l'arrestation du dissident et ancien prisonnier d'opinion Nguyen Dan Que, le 17 mars.

«*Cette arrestation constitue une preuve supplémentaire de la sévère répression que les autorités vietnamiennes continuent à mener contre la liberté d'expression*», a déclaré l'organisation.

En arrêtant le Dr. Nguyen Dan Que, le gouvernement persiste à montrer qu'il ne tolérera pas que la population exerce pacifiquement le plus élémentaire des droits reconnus par la Constitution vietnamienne, ainsi que par le droit international.

«*Le Dr. Nguyen Dan Que a déjà passé dix-huit ans en prison pour ses opinions politiques dissidentes et son action en faveur des droits humains. Il doit être libéré immédiatement*», a ajouté Amnesty International.

Ce médecin âgé de 60 ans aurait été arrêté non loin de son domicile d'Ho Chi Minh-Ville, alors qu'il se rendait à un cybercafé. Des agents des services de sécurité auraient saisi chez lui certains documents, un ordinateur et un téléphone.

«*Sa santé s'est considérablement détériorée à la suite des nombreuses années qu'il a déjà passées en prison. L'arrestation de cet universitaire respecté, titulaire de nombreuses distinctions dans le domaine des droits humains, provoquera certainement l'indignation de la communauté internationale*», a souligné l'organisation.

Au cours de l'année passée, les autorités vietnamiennes ont arrêté plusieurs autres personnes dans le cadre d'actions répressives contre les dissidents. D'autres personnes encore ont été assignées à domicile. En novembre 2002, Le Chi Quang, juriste de 32 ans, a été condamné à quatre ans d'emprisonnement après avoir diffusé par courrier électronique des articles critiquant le gouvernement vietnamien.

Nguyen Khac Toan, ancien soldat, professeur et homme d'affaires âgé de 47 ans, a été condamné à douze ans d'emprisonnement en décembre 2002 pour «*espionnage*», dans le cadre d'une campagne d'expropriation foncière menée par les autorités. Au moins six autres dissidents importants attendent leur procès, dont le colonel Pham Que Duong, historien militaire reconnu, et Tran Khue, professeur des universités. Tous deux ont été arrêtés en décembre 2002. Ils faisaient partie des 21 dissidents qui avaient signé une pétition demandant des réformes démocratiques.

Contexte

Endocrinologue et ancien directeur de l'hôpital Cho-Ray à Ho Chi Minh-Ville, le Dr Nguyen Dan Que a été détenu sans procès de 1978 à 1988 après avoir critiqué la politique de santé nationale du Vietnam.

Après sa libération, il a fondé *Cao Trao Nhan Ban* (la Marée haute du mouvement humaniste), qui demandait des changements démocratiques au Vietnam. Il a été de nouveau arrêté en juin 1990 et condamné à vingt ans d'emprisonnement en novembre 1991, après avoir été inculpé de «*tentative de renversement du gouvernement*.»

À cette période, Amnesty International l'a adopté comme prisonnier d'opinion. Il a été libéré à la faveur d'une amnistie spéciale, en septembre 1998. Les autorités lui ont demandé, ainsi qu'à sa famille, de quitter le Vietnam pour s'installer aux Etats-Unis, mais ils ont refusé.

Depuis lors, le Dr. Nguyen Dan Que continue à défendre l'idée de réforme politique, le respect des droits humains et la liberté d'expression, dans des conditions difficiles. Les autorités le soumettent à une surveillance et un harcèlement permanents.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web www.amnesty.org